

## De la construction d'un « lobbying citoyen »

Guillaume ERCKERT

---



*Une des 32 mesures proposées dans le Pacte vise à « donner la priorité aux mobilités vertes dans l'espace public ». Photo archives DNA /Michel FRISON*

**Un nouveau collectif citoyen et apolitique ambitionne de fédérer les synergies locales pour travailler avec les élus du territoire à une transition démocratique, environnementale et sociale. Il émerge d'un collectif national nommé « Pacte pour la transition ».**

Le mouvement national [« le Pacte pour la transition »](#), qui ambitionne de favoriser et organiser la participation citoyenne pour permettre le changement plus respectueux de la nature et plus juste à l'échelle d'un territoire, émerge dans la région de Saverne.

Quatre personnes ont posé en novembre dernier les fondations locales de ce collectif apolitique dans l'espoir de fédérer les actions citoyennes pour agir à l'échelle de l'intercommunalité. « Il est indispensable de développer la solidarité pour éviter que les difficultés engendrent des conflits », considère Marie-Christine Burger, membre du collectif, documentaliste de l'Éducation nationale à la retraite.

Leur objectif est double. Il consiste dans un premier temps à sensibiliser les citoyens et à structurer « tout ce qui se fait sur le territoire », livre Paola Criqui, membre du collectif et

par ailleurs engagée dans le bénévolat. Toute personne peut intégrer le mouvement, à condition qu'elle ne soit pas élue ni engagée sur une liste électorale. La région de Saverne regorgerait, selon elle, d'idées, de bonnes volontés et de personnes motivées qui ne demandent qu'à se structurer.

Cette assemblée des citoyens rencontrera par la suite les élus pour leur proposer de signer la charte du Pacte de transition élaborée par soixante organisations partenaires (dont [Caritas](#) , [Artisans du monde](#) et [le mouvement Colibris](#) dont les quatre membres locaux sont issus) et des citoyens (1 135 personnes réunies lors d'une consultation nationale). « Plus nous serons nombreux et plus nous aurons de poids auprès des élus. On peut alors parler de lobbying citoyen », lance Paola Criqui.

Les décideurs politiques et le collectif local de citoyens s'engagent alors de concert à mettre en œuvre au moins dix des 32 mesures concrètes du Pacte pour « construire des communes plus écologiques, plus solidaires et plus démocratiques », énonce le tract du mouvement. Les mesures proposées « ne sont pas utopiques, avance Nicolas Isselé, infirmier de 47 ans et membre du collectif.

« Toutes ont déjà été éprouvées par des communes en France » et présentent une fiche technique détaillée.

## • Il devient urgent de « développer des solidarités »

Ces propositions couvrent de nombreux volets de la vie communale, de « l'éclairage public en énergie 100 % renouvelable et locale », à la « fin du développement de grandes surfaces commerciales » et la « garantie d'un accès au logement abordable et décent pour tous ».

Par son action, le collectif n'ambitionne pas de prendre le pouvoir, de se substituer à lui, ni même de verser dans le populisme. Il propose un autre mode de gouvernance, hors « la dualité entre majorité contre opposition au sein de la vie municipale, glisse Nicolas Isselé. On sort de cette lutte politique pour avoir une vision à long terme basée sur la coopération ».

Ce collectif citoyen se veut force de propositions et d'accompagnement pour les décideurs politiques. « Pour avoir été élue [adjointe au maire de Saverne en charge du développement durable de 2008 à 2014], souligne Paola Criqui, je me suis sentie seule et isolée. Ça m'aurait aidée d'avoir un collectif ». L'objectif in fine étant de faire avancer

le territoire de manière proactive. « La citoyenneté n'est pas de voter tous les six ans, conclut Nicolas Isselé. Elle se construit dans la durée ».

Plus d'informations : [pactetransition.paysdesaverne@gmail.com](mailto:pactetransition.paysdesaverne@gmail.com)